

## Compte-rendu détaillé

**Le dix septembre deux mille vingt, à 19h00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis, compte tenu du contexte d'épidémie de Covid-19, dans la salle du restaurant du parc dite « chez Barreyat », sous la présidence de Monsieur André LANUSSE-CAZALÉ, Maire de GARLIN.**

**Étaient présents :** Messieurs : André Lanusse-Cazalé, Pierre Labrosse, Claude Artigues, Jean-Jacques Cérissère, Mikaël Bernadet, Jean-Claude Tucoulou, Hervé Saint-Cricq.  
Mesdames : Chantal Ferrando, Julie Malaussanne, Joëlle Prechacq-Latrete, Francine Lahore, Marguerite Vogt, Valérie Barrère-Burg.

**Excusé(es) :** Marie-Claude Argilaga (procuration donnée à Jean-Jacques Cérissère), Jean-Pierre Broqué (procuration donnée à Hervé Saint-Cricq)

**Secrétaire de séance :** Francine Lahore

*Le Maire propose aux élus de voter le principe d'occupation de la salle du restaurant du parc lors des conseils municipaux tant que l'épidémie de Covid-19 subsiste afin d'assurer une distanciation sociale suffisante. Ce principe est adopté à l'unanimité des élus présents.*

### **1°) Objet : Décision budgétaire modificative n°1- budget principal de la Commune**

Vu l'article L.1612-11 du Code Général des Collectivités territoriales,  
Vu la nomenclature budgétaire et comptable M14,  
Vu la délibération n°6 du Conseil municipal en date du 16 juillet 2020 approuvant le budget primitif,  
Considérant la nécessité d'assurer l'engagement et le mandatement des dépenses nécessaires au bon fonctionnement de la Commune et de respecter le principe d'indépendance des exercices comptables,

Sous réserve du respect des dispositions des articles L.1612-1, L.1612-10 du Code général des collectivités territoriales, des modifications peuvent être apportées au budget par l'organe délibérant, jusqu'au terme de l'exercice auquel elles s'appliquent.

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice en cours, il est apparu nécessaire de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du budget principal.

En section d'investissement :

- il convient de prévoir la totalité de la facture de remplacement des ordinateurs de la mairie et de la médiathèque sur un seul et même programme afin de toucher des subventions sur la globalité de la facture.

2188, programme 177 « Médiathèque » : +1370 (dépenses)

2183, programme 86 « Acquisition de matériel » : -1370 (dépenses)

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents et procurations,

**APPROUVE** la présente décision modificative.

---

## **2°) Objet : Attribution de subventions aux associations**

*Mikaël Bernadet rejoint la séance.*

Le Maire expose aux conseillers : chaque année, la Commune apporte son soutien financier aux associations locales ou nationales qui ont une répercussion au niveau local. L'attribution des subventions aux associations locales fait l'objet d'un travail en amont consistant à examiner les bilans financiers et identifier les profils des membres afin d'y appliquer une règle de calcul telle que définie ci-après :

*Le Maire donne la parole à Jean-Jacques Cérissère, en charge de la commission vie associative, qui s'est réunie pour travailler sur l'attribution des subventions. Ce dernier explique les règles d'attribution et annonce les montants arrêtés :*

### **Règlement d'attribution des subventions :**

<b>FSE Collège</b>	20 €/ élève garlinois
<b>Sports collectifs avec compétitions (toute l'année)</b>	
1 % du budget	Rugby
8 € / enfant	Basket
4 € / adolescent	Hand
2 € / adulte	
<b>Sports individuels avec compétitions (toute l'année)</b>	
8 € /enfant	Judo
4 € /adolescent	Pétanque
2 € /adulte	
<b>Sports individuels sans compétition (toute l'année)</b>	
8 € / enfant	Garlin Danse
<u>Ceux qui n'accueillent pas d'enfants, un forfait de 80 €</u>	Badminton +
	Gymnastique
	d'entretien +
	Aime ta gym+
	Tour'Hist+
	Zumba (en
	sommeil cette
	année)
<b>Sports individuels saisonniers avec compétitions</b>	
8€/enfant	cercle des nageurs garlinois
4€/adolescent	

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité des présents et procurations (deux abstentions),

Décide d'allouer en 2020 les subventions suivantes aux associations :

## **Subventions**

<b>Œuvres sociales</b>	<b>Subventions calculées</b>
Banque alimentaire	50,00 €
Association France sclérose en plaque	50,00 €
Association France ADOT 64	50,00 €
Association Française contre la myopathie	50,00 €
Association des paralysés de France	50,00 €
ATGDPA autisme 64	50,00 €
Croix Rouge Française	50,00 €
Prévention routière	50,00 €
UNAFAM espoir 64	50,00 €
Comité d'Action Locale	230,00 €
<b>Amicales locales</b>	
Amicale pompiers de Garlin	700,00 €
Association anciens combattants AFN	120,00 €
Association anciens combattants anciens prisonniers de guerre	120,00 €
et missions extérieures	
Club 3ème âge	300,00 €
<b>Associations scolaires</b>	
Collège Joseph Peyré (foyer socio éducatif)	1220,00 €
Coquelicots école	100,00 €
<b>Associations culturelles</b>	
Amis de la Course Landaise	500,00 €
ARASCLET	200,00 €
Ciné Garlin	1200,00 €
Pena Garlinoise	1200,00 €
Ecole de musique	1 000,00 €
Harmonie Garlinoise	800,00 €
Banda Los Esberits	400,00 €
Comité des Fêtes	400,00 €
<b>Association nature</b>	
Société de chasse	350,00 €
<b>Sports collectifs</b>	
Nord Béarn XV (rugby)	2334,00 €
Garlin Handball	350,00 €
Basket Nord Béarn	1244,00 €

### **Sports individuels (fonctionnement annuel avec enfants)**

GarlinDanse	400,00 €
-------------	----------

### **Sports individuels avec compétitions (fonctionnement annuel)**

Pétanque	140,00 €
Judo	0,00 €

### **Sports individuels sans compétition**

**(fonctionnement annuel adultes seulement)**

Aime ta gym	80,00 €
Zumba	0,00 €
Tour'Hist	80,00 €
Badminton	80,00 €
Gym d'entretien	80,00 €
<b>Sports individuels saisonniers avec compétitions</b>	
Cercle des nageurs garlinois	360,00 €

*Jean-Claude Tucoulou lit le communiqué suivant pour justifier son abstention :*

*« J'ai toujours adhéré sans réserve à la politique de dotation budgétaire annuelle et de choix d'attribution de subventions individuelles aux associations. C'était vrai avec l'équipe municipale 2014-2020 à laquelle j'appartenais et l'est aujourd'hui encore. Les nombreuses associations présentes sur notre territoire sont des acteurs indispensables à la cohésion sociale de la population et un atout majeur pour l'attractivité et le rayonnement du Nord Béarn. Mais, notre soutien leur est indispensable. Après avoir voté le budget global, en tant que membre désigné de la Commission Associations, j'ai participé à l'élaboration du projet présenté ce soir. J'en partage totalement les orientations. A titre personnel, je suis impliqué dans la gouvernance de 4 associations soutenues par notre municipalité et, en tant qu'adhérent, je bénéficie des services et activités qu'elles proposent et qui ne seraient pas possibles sans l'accompagnement financier de notre commune. Aussi, pour des raisons purement éthiques, je ne participerai pas à la délibération de ce soir et m'abstiendrai. Je ne doute pas néanmoins que celle-ci fasse l'objet d'un vote favorable. »*

*Hervé Saint-Cricq : Ce n'est pas qu'une question d'éthique puisque la loi l'y oblige. De plus, l'article L.1611-4 du CGCT indique que lorsqu'on vote une subvention il faut fournir les comptes du bénéficiaire.*

*André Lanusse-Cazalé : Les associations concernées nous ont fourni leurs bilans financiers.*

*HSC : Le document de travail n'en fait pas état. Par ailleurs, je l'ai déjà fait remarquer l'année passée, mais il faudrait que les chiffres précédents figurent sur ce même document pour pouvoir comparer.*

**3°) Objet : Vente d'un délaissé de terrain**

Le Maire expose à l'assemblée : des particuliers qui ont récemment acheté un terrain au boulevard Bellevue ont émis le souhait d'acheter à la Commune une bande de terre plantée d'une haie de lauriers qui se situe entre leur propriété et la route, afin d'avoir un accès à leur parcelle depuis la voie. Après vérification, cette bande fait partie du domaine public. Or, selon l'article L.3111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P), le domaine public est inaliénable, c'est-à-dire qu'il ne peut être vendu. La procédure de déclassement du terrain (afin qu'il intègre le domaine privé de la Commune et puisse être vendu) suite à l'organisation d'une enquête publique paraît trop lourde au regard du contexte. Nous ne sommes donc pas en mesure d'accéder à leur requête, cependant, nous leur proposerons de supprimer une portion de la haie afin qu'un accès soit aménagé jusqu'à leur propriété, assorti d'une autorisation de voirie.

*HSC : Qui est le propriétaire concerné et de quelle parcelle s'agit-il ?*

***ALC : Il s'agit de la maison Ménard/Bourguinat au boulevard Bellevue.***

Le Maire informe les conseillers : la Commune dispose d'un délaissé de terrain, d'une surface d'environ 12m2, situé sur la parcelle AH 533, l'intérieur de la cour intérieure du restaurant du parc, le long d'une partie de la clôture mitoyenne. Le propriétaire voisin souhaite acheter ce délaissé afin d'agrandir son habitation. Ce délaissé ne présentant aucune utilité pour le projet de rénovation du restaurant, le Maire propose aux conseillers de voter le principe de cette vente, qui ne pourra se faire à titre gratuit puisque les cessions à titre gracieux sont interdites aux collectivités.

Où l'exposé du Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents et procurations,

- Donne son accord de principe quant à la vente de ce délaissé,
- Autorise le bornage dudit délaissé,
- Dit qu'une nouvelle délibération sera prise à l'issue du bornage afin de fixer le prix de vente du délaissé.

**4°) Objet : Entretien éclairage public – gros entretien – Programme « Gros Entretien Eclairage Public (Communes) 2020- APPROBATION du projet et du financement de la part communale – Affaire n°20GEEP026**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il a demandé au SYNDICAT d'ÉNERGIE des Pyrénées-Atlantiques, de procéder à l'étude des travaux de remplacement du luminaire EPKF9 (luminaire du crédit agricole).

Monsieur le Président du Syndicat d'Énergie a informé la Commune du coût estimatif des travaux à réaliser, qui ont été confiés à l'Entreprise SPIE CityNetworks.

Monsieur le Maire précise que ces travaux feront l'objet d'une inscription au Programme « Entretien Éclairage Public – Gros entretien Éclairage Public (Communes) 2020 », propose au Conseil Municipal d'approuver le montant de la dépense et de voter le financement de ces travaux.

OUI l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- **DECIDE** de procéder aux travaux, ci-dessus désignés et charge le SYNDICAT d'ÉNERGIE, de l'exécution des travaux.

- **APPROUVE** le montant des travaux et des dépenses à réaliser, se décomposant comme suit :

- montant des travaux T.T.C	1244,59 €
- assistance à maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre et imprévus	62,23 €
- frais de gestion du SDEPA	51,86 €
<b>TOTAL</b>	<b>1358,68 €</b>

- **APPROUVE** le plan financement prévisionnel de l'opération, se décomposant comme suit :

- participation SYNDICAT	544,51 €
- T.V.A préfinancée par SDEPA	217,80 €
- participation de la commune aux travaux à financer sur fonds libres	544,51 €
- participation de la commune aux frais de gestion (à financer sur fonds libres)	51,86 €
<b>TOTAL</b>	<b>1358,68 €</b>

La participation définitive de la Commune sera déterminée après établissement du décompte définitif des travaux.

De plus, si la Commune finance sa participation aux travaux sur ses « Fonds libres », le SDEPA pourra lui demander un ou plusieurs acomptes, en fonction des travaux exécutés.

- **ACCEPTE** l'éventuelle servitude à titre gratuit sur le domaine privé communal.

- **TRANSMET** la présente délibération au contrôle de légalité.

**5°) Objet : Nomination de délégués de la Commune aux syndicats, établissements publics et organismes extérieurs dont elle est membre**

Le Maire rappelle l'article L.2121-33 du CGCT qui indique que la Commune est membre de syndicats intercommunaux, établissements publics et organismes extérieurs. Les statuts de ces derniers prévoient que la Commune est représentée aux assemblées par des délégués titulaires et suppléants.

Afin de compléter la délibération en date du 9 juin 2020, le Conseil doit désigner des membres pour siéger au sein des organismes suivants ou les représenter auprès de la Commune :

-Auprès de la mission Insertion Emploi Béarn Adour (IEBA)

-Auprès du SIECTOM

Où l'exposé du Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents et procurations, nomme :

-Un délégué auprès de la mission Insertion Emploi Béarn Adour (IEBA) : Jean-Claude Tucoulou

-Un délégué auprès du SIECTOM : Pierre Labrosse

-Auprès du SIVU des 5 rivières :

*Monsieur le Maire donne la parole à Jean-Claude Tucoulou, délégué au Syndicat Intercommunal des 5 rivières désigné par la Commune le 9 juin dernier. Ce dernier remet aux participants une note et la commente en faisant un point complet sur l'organisation et le fonctionnement du SI depuis sa création en 1994.*

*Les délégués désignés par délibération du Conseil municipal du 9 juin 2020 pour la Commune de Garlin sont C. Artigues, F. Lahore délégués titulaires et J. Prechacq-Latrete, JC. Tucoulou, M. Vogt et M. Bernadet délégués suppléants.*

*Le Conseil syndical du SIVU des 5 rivières a été convoqué le 31 juillet 2020 par courriel en date du 23 juillet 2020, avec à l'ordre du jour la mise en place du nouveau bureau. Etaient présents pour Garlin, C. Artigues, M. Bernadet, J. Prechacq-Latrete, JC. Tucoulou.*

*Lors de cette réunion, les délégués désignés pour représenter la commune ont constaté qu'en l'absence de statuts disponibles, les modalités de représentation des communes, la composition du Conseil syndical, la composition et l'élection du Bureau n'étaient pas connues de l'assemblée. Il a été néanmoins procédé à l'élection d'un Président. Il a également été fait état du besoin de compléter les désignations des délégués titulaires et suppléants pour chaque commune. La commune de Garlin dispose de 4 représentants titulaires et de 4 représentants suppléants.*

Où l'exposé de Jean-Claude Tucoulou et après avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des présents et procurations :

-Décide de modifier et de compléter les désignations du 9 juin 2020 : C. Artigues, F. Lahore, JC. Tucoulou, Julie Malaussanne délégués titulaires et J. Prechacq-Latrete, M. Vogt et M. Bernadet, Pierre Labrosse délégués suppléants.

-Accepte la demande à transmettre au Président du SIVU des 5 rivières de réunir le Comité syndical afin de procéder à la mise à jour des statuts du syndicat.

---

#### **6°) Objet : Modification des statuts du syndicat de la gendarmerie de Garlin et désignation des représentants de la Commune**

M. le Maire rappelle que le Syndicat de Gendarmerie de Garlin est composé des communes membres de l'ex Communauté de communes du Canton de Garlin et de la commune de Lannecaube.

Les statuts du syndicat Intercommunal à Vocation Unique de la Gendarmerie de Garlin définis par un arrêté préfectoral en date du 29 septembre 2017 sont modifiés et désormais rédigés comme suit (Délibération N°2020-09 du Syndicat de Gendarmerie de Garlin en date du 28 juillet 2020) :

Article 1 : En application des articles L.5211-1 et suivants et L.5212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, il est formé entre les communes suivantes un syndicat intercommunal à vocation unique dénommé « Syndicat de Gendarmerie de Garlin » :

- |                           |                             |
|---------------------------|-----------------------------|
| - Aubous                  | - Mascaraas-Haron           |
| - Aydie-                  | - Moncla                    |
| - Baliracq-Maumusson      | - Mont-Disse                |
| - Boueilh-Boueilho-Lasque | - Mouhous                   |
| - Burosse-Mendousse       | - Portet                    |
| - Castetpugon             | - Ribarrouy                 |
| - Conchez de Béarn        | - Saint-Jean-Poudge         |
| - Diusse                  | - Tadousse-Ussau            |
| - Garlin                  | - Taron-Sadiracq-Viellenave |
| - Lannecaube              | - Vialer                    |

Article 2 : Ce syndicat a pour objet la construction, la gestion et l'entretien de la caserne de gendarmerie à Garlin destinée à abriter les services de gendarmerie de Garlin et assurer le logement des personnels.

Article 3 : Le siège du syndicat est fixé à la Mairie de Burosse-Mendousse.

Article 4 : La répartition entre les communes associées des dépenses du syndicat non couvertes par les subventions ou des revenus propres sera effectuée ainsi qu'il suit :

- |                              |                                |
|------------------------------|--------------------------------|
| - Burosse-Mendousse 52%      |                                |
| - Saint-Jean-Poudge 30%      | - Aubous 1%                    |
| - Mascaraas-Haron 1%         |                                |
| - Aydie 1%                   | - Moncla 1%                    |
| - Baliracq-Maumusson 1%      | - Mont-Disse 1%                |
| - Boueilh-Boueilho-Lasque 1% | - Mouhous 1%                   |
| - Castetpugon 1%             | - Portet 1%                    |
| - Conchez de Béarn 1%        | - Ribarrouy 1%                 |
| - Diusse 1%                  | - Tadousse-Ussau 1%            |
| - Garlin 1%                  | - Taron-Sadiracq-Viellenave 1% |
| - Lannecaube 1%              | - Vialer 1%                    |

Il en ira de même, le cas échéant, des revenus de l'exploitation des biens du syndicat, si ceux-ci s'avèrent plus importants que les dépenses.

Article 5 : Le syndicat est administré par un comité syndical composé de 25 membres titulaires et 23 membres suppléants élus par les conseils municipaux des communes associées, dont la répartition est fixée comme suit :

Commune de Burosse-Mendousse : 4 délégués titulaires et 2 suppléants  
représentant 52 % soit 13 voix par délégué ;

Commune de Saint-Jean-Poudge : 3 délégués titulaires et 3 suppléants  
représentant 30 % soit 10 voix par délégué ;

Les Communes listées ci-dessous auront chacune 1 délégué titulaire et un suppléant

- |                           |                             |
|---------------------------|-----------------------------|
| - Aubous                  | - Mascaraas-Haron           |
| - Aydie-                  | - Moncla                    |
| - Baliracq-Maumusson      | - Mont-Disse                |
| - Boueilh-Boueilho-Lasque | - Mouhous                   |
| - Castetpugon             | - Portet                    |
| - Conchez de Béarn        | - Ribarrouy                 |
| - Diusse                  | - Tadousse-Ussau            |
| - Garlin                  | - Taron-Sadiracq-Viellenave |
| - Lannecaube              | - Vialer                    |



Article 6 : Les fonctions de receveur du syndicat sont exercées par la trésorerie publique de rattachement.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents et procurations,

**APPROUVE** les nouveaux statuts exposés ci-dessus,

**DESIGNE**

<b>TITULAIRE</b>	<b>SUPPLEANT</b>
Chantal Ferrando	Pierre Labrosse

pour représenter la commune au sein du Syndicat de Gendarmerie de Garlin.

Ainsi délibéré les jour, mois et an ci-dessus.

**Question diverses :**

*Valérie Barrère-Burg : Je trouve dommage d'avoir été convoquée au dernier moment à la réunion de la commission vie associative même si le règlement intérieur du conseil municipal mentionne cette possibilité (24h avant). De plus je ne peux être disponible avant 19h en raison de mon activité professionnelle.*

*JJC : J'en prends note, les réunions de cette commission seront dorénavant fixées à partir de 19h.*

*ALC : Si vous l'avez vécu comme une exclusion volontaire c'est un tort.*

*VBB : Je l'ai effectivement vécu comme une exclusion volontaire. Le règlement intérieur ne pourrait-il pas être revu pour modifier les délais de convocation ?*

*ALC : Non car nous l'avons voté récemment.*

*JCT : Je convoquerai prochainement une réunion de la Commission Tourisme et Bastides.*

*HSC : Est-ce que des délégués communaux ont été nommés au Syndicat Mixte du Tourisme ?*

*ALC : Ce sont les délégués communautaires qui doivent siéger à ce syndicat et non des délégués communaux.*

*Claude Artigues : En tant que membres de la commission tourisme de la CCLB, les conseillers municipaux peuvent assister aux réunions du syndicat.*